

 <p>MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PÊCHE</p>	<p>Direction : Direction des exploitations de la politique sociale et de l'emploi Sous-direction : des exploitations agricoles Bureau : des structures agricoles Adresse : 78, rue de Varenne 75349 PARIS 07 SP Suivi par : Christine CARICCHIO Tél : 01 49 55 57 51 Fax : 01 49 55 48 24 Réf. Interne : Réf. Classement :</p>	<p>CIRCULAIRE DEPSE/SDEA/C2001-7029</p> <p>Date : 17 JUILLET 2001</p>
--	---	--

Date de mise en application :

Le Ministre de l'agriculture et de la pêche
A

Mesdames et Messieurs les Préfets

Objet :

Renouvellement des assesseurs des tribunaux paritaires des baux ruraux et des membres à voix délibérative des commissions consultatives paritaires départementales des baux ruraux.

Bases juridiques :

Titre IV livre IV du code de l'organisation judiciaire. LE TRIBUNAL PARITAIRE DE BAUX RURAUX.

Articles L 441-1 à L 444-1 et R 442-1 du Code de l'organisation judiciaire.

L'article R 442-1 du Code de l'organisation judiciaire est en cours de modification par décret

Article R 414-3 du code rural – livre IV sur les commissions consultatives paritaires des baux ruraux

L'article 22 de la loi n° 2001-6 du 4 janvier 2001 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire a prévu que le prochain renouvellement des membres assesseurs des tribunaux paritaires des baux ruraux aura lieu en janvier 2002.

Résumé :

Il convient en application du titre IV du livre IV du code de l'organisation judiciaire de pourvoir comme il a été fait en janvier 1995, à l'élection des nouveaux assesseurs qui seront en place pour les six années à venir et simultanément à l'élection des représentants des membres bailleurs et preneurs à voix délibérative de la commission consultative paritaire départementale des baux ruraux.

Mots-clés : Elections tribunaux paritaires de baux ruraux

Plan de Diffusion	
Pour exécution : Préfets de département (métropole et DOM)	Pour information : <ul style="list-style-type: none">• Ministère de la Justice<ul style="list-style-type: none">- Bureau organisation judiciaire- Bureau du droit immobilier• Ministère de l'Intérieur<ul style="list-style-type: none">- Direction de l'administration territoriale et des affaires politiques <p><u>Services extérieurs</u> MM. les Directeurs régionaux de l'agriculture et de la Forêt MM. les Directeurs départementaux de l'agriculture et de la forêt</p>

I – CONDITIONS GENERALES DE L'ELECTION

Les élections des assesseurs des tribunaux paritaires des baux ruraux et des membres à voix délibérative des commissions consultatives paritaires départementales des baux ruraux auront lieu le même jour et aux mêmes lieux mais les opérations de vote seront distinctes.

Ces élections auront lieu le jeudi **31 janvier 2002.**

Les assesseurs seront élus dans le cadre du ressort du tribunal paritaire, les membres de la commission dans le cadre de l'arrondissement.

Cette double élection se fera à partir de la liste électorale révisée entre le 1^{er} octobre et le 1^{er} décembre 2001 (décret à paraître)

A- Liste électorale

Il est rappelé que la liste électorale est établie selon la procédure suivie en matière d'élections municipales titre IV livre IV du Code de l'organisation judiciaire .

Toutefois, les délais de publication des listes sont réduits à trois jours et ceux du dépôt des demandes en inscription et radiation à huit jours (article L 442-1 du C.O.J.)

La commission municipale chargée d'établir la liste électorale des bailleurs et des preneurs comprend :

- le maire ou son représentant
- le délégué de l'administration désigné par le préfet ou le sous-préfet
- le délégué désigné par le Président du Tribunal de Grande Instance
- le délégué de l'organisation syndicale agricole la plus représentative - décret n° 90-187 du 28/2/1990 modifié par décret n° 2000-139 du 16/2/2000 fixant les conditions de représentation des organisations syndicales d'exploitants agricoles au sein de certains organismes ou commissions.

Dans les quinze derniers jours de septembre le préfet invite le Président de l'organisation syndicale agricole la plus représentative au plan départemental à faire connaître directement aux maires, par courrier avec copie (au préfet), le nom de ses représentants.

La demande du préfet doit être faite par lettre recommandée avec accusé de réception.

Les demandes en inscription ou en radiation, ainsi que les réclamations relatives à l'application des articles L 442-1 et L 442-2 du C O J sont portées devant le juge d'Instance dans le délai de huit jours à dater de la publication de la liste et par simple déclaration au greffe.

Le juge d'Instance statue en dernier ressort dans les dix jours, sans frais ni forme de procédure, sur simple avertissement donné aux parties trois jours à l'avance. Ses décisions sont notifiées au Maire et au Préfet dans les trois jours suivant leur date (cf articles R.13 et suivants du code électoral).

La liste électorale s'établira conformément au calendrier ci-après.

NATURE DES OPERATIONS	PRESCRIPTIONS	DATES
Demandes d'inscription déposées en mairie	cf R.5 code électoral - les demandes d'inscription peuvent être déposées jusqu'à deux jours avant la fin des travaux de la commission municipale	jusqu'au 1er décembre
Etablissement des listes par la commission municipale	L. 442-1 et cf R. 5 du code électoral - la commission établit une liste des électeurs bailleurs et des électeurs preneurs dans chaque commune	du 1er octobre au 3 décembre
Dépôt des listes au secrétariat de la mairie et affichage	cf R. 10 code électoral - les listes sont déposées par la commission municipale et affichées le jour même aux lieux habituels. Elles devront demeurer affichées pendant 3 jours.	le 4 décembre du 4 décembre au 7 décembre
Transmission d'une copie des listes et du procès-verbal des opérations par le maire au sous-préfet	cf R. 11 code électoral - le procès-verbal constate les formalités d'établissement des listes, de leur dépôt et de leur affichage	le 4 décembre
Transmission par le sous-préfet au préfet avec ses observations	idem - le sous-préfet dispose de deux jours pour transmettre la copie des listes et le procès-verbal au préfet, accompagnés, le cas échéant, des observations qu'il estime utiles	jusqu'au 6 décembre au plus tard
Déféré du préfet au tribunal administratif	cf R. 12 code électoral - le préfet peut déférer les opérations de la commission municipale si les formalités ou les délais n'ont pas été respectées	jusqu'au 8 décembre au plus tard
Décision du tribunal administratif	idem - le tribunal administratif dispose d'un délai de 3 jours pour statuer	jusqu'au 11 décembre au plus tard (appel dans les sept jours de la notification de la décision)
Recours devant le tribunal d'instance	Art. L 442-1 al 3 et cf R. 13 code électoral - les demandes d'inscription ou de radiation peuvent être déposées au tribunal d'instance dans les 8 jours de la publication des listes électorales	du 4 décembre au 12 décembre
Recours devant le tribunal d'instance par le préfet ou le sous-préfet	cf R. 13 code électoral - le délai court, pour le préfet ou le sous-préfet, à compter de la réception des listes	jusqu'au 12 décembre au plus tard pour le sous-préfet et jusqu'au 14 décembre pour le préfet
Décisions du tribunal d'instance	cf R. 14 code électoral - le tribunal d'instance dispose de 10 jours pour statuer sur les recours	jusqu'au 22 décembre au plus tard pour les recours des particuliers jusqu'au 22 décembre pour le recours du sous-préfet et jusqu'au 24 décembre pour le recours du préfet
Notification des décisions du tribunal d'instance	cf R. 15 code électoral	jusqu'au 25 décembre prorogé au 26 décembre (poursuite en cassation non suspensif jusqu'au 5 janvier) pour les particuliers ou jusqu'au 26 décembre pour le sous-préfet et le 27 décembre pour le préfet (poursuite en cassation non suspensif jusqu'au 6 janvier)
Arrêt définitif des listes	cf R. 16 code électoral - les listes définitives doivent comporter toutes les rectifications ordonnées et le tableau des rectifications doit être adressé au préfet	le premier mercredi du mois, soit le 2 janvier
Déclaration de candidatures adressées au préfet	L. 442-2 – les déclarations de candidatures sont adressées au préfet dans les 8 jours de la publication des listes définitives	entre le 2 janvier et le 10 janvier
Affichage des candidatures dans les mairies	L.442-2 - l'affichage des candidatures doit avoir lieu au plus tard 8 jours avant le scrutin	au plus tard le 23 janvier
Convocation des électeurs	L. 442-3 – les électeurs sont convoqués 8 jours au plus tard avant le scrutin, par voie d'affichage	entre le 2 janvier et le 23 janvier
Scrutin		le 31 janvier

B- Electorat

En vertu des dispositions de l'article L 442-2 du C.O.J les bailleurs et les preneurs doivent, pour pouvoir être inscrits sur les listes électorales, réunir les conditions suivantes :

- 1- Etre de nationalité française, ou ressortissant d'un Etat membre de l'Union Européenne ;
- 2- Avoir dix huit ans au moins
- 3- Jouir de leurs droits civils, civiques et professionnels ;

La jouissance des droits professionnels fait référence aux dispositions des articles 131-27 et 131-28 du code pénal aux termes desquelles l'interdiction d'exercer une activité professionnelle ou sociale peut-être prononcée, à titre de peine principale ou complémentaire, par les juridictions pénales.

Cette interdiction peut porter soit sur l'activité professionnelle ou sociale dans l'exercice de laquelle ou à l'occasion de laquelle l'infraction a été commise soit sur toute autre activité professionnelle.

- 4- Etre domicilié ou résider dans le ressort du tribunal paritaire de baux ruraux ou y posséder à titre de propriétaire des biens immobiliers faisant l'objet d'un bail rural.

Les personnes morales possédant la qualité de bailleur ou de preneur (fermage – métayage) ayant leur siège social dans le ressort du tribunal paritaire peuvent participer à la consultation.

Pour les groupements agricoles d'exploitation en commun (GAEC), tous les associés répondant aux conditions énoncées ci-dessus et conformément à l'article L 323-13 du code rural participent à la consultation.

L'établissement des listes électorales appelle les précisions ci-après :

° Les listes électorales sont au nombre de quatre : bailleurs à ferme, preneurs à ferme, bailleurs à métayage, preneurs à métayage ; ou de deux : bailleurs à ferme, preneurs à ferme, selon que le métayage est ou n'est pas pratiqué dans le département ou partie du département (cf L 441-2 du C.O.J) ;

Les bailleurs ou preneurs de baux emphytéotiques ne peuvent être électeurs ou éligibles comme ne remplissant pas les conditions prévues au titre I du livre IV du code rural. (statut du fermage et du métayage).

° Les électeurs qui réunissent plusieurs de ces qualités sont inscrits sur la liste correspondant à leur qualité prédominante qui s'apprécie en fonction de la surface.

° Tous les propriétaires bailleurs, y compris en indivision participent à la consultation ;

° En cas de démembrement de la propriété (nu-propriétaire – usufruitier) l'usufruitier participe seul à la consultation. Il a qualité de bailleur car aux termes de l'article 595 du code civil l'usufruitier peut donner à bail un fonds rural : il a besoin, pour la conclusion du bail, du concours du nu-propriétaire mais le nu-propriétaire n'a pas la qualité de bailleur. L'usufruitier peut même, à défaut d'accord du nu-propriétaire, être autorisé par décision de justice à conclure seul le bail.

- ° Les époux participent chacun au vote lorsque le bien loué appartient à la communauté ;
- ° Le mari, la femme, les enfants majeurs et de façon générale toutes les personnes figurant comme copreneurs dans le bail participent à la consultation ;

En application de l'article L 442-3 du C.O.J chacun des bailleurs et preneurs ne peut exercer son droit de vote que dans une seule commune.

- ° Lorsque l'immeuble est situé dans le ressort de deux tribunaux, en cas de difficulté, il est conseillé de choisir le lieu de vote en fonction de l'immeuble ayant la plus grande surface.
- ° Lorsque l'immeuble est indivis et qu'il est situé dans le ressort de tribunaux paritaires différents, l'ensemble des indivisaires optent pour le même tribunal.

C- Eligibilité –

Les conditions d'éligibilité sont définies par l'article L 442-2 du C.O.J précité qui précise que, pour être éligible, il faut :

- ° Etre de nationalité française ;
- ° Etre âgé de vingt six ans au moins à la date de la déclaration de la candidature ;
- ° Posséder depuis cinq ans la qualité de bailleur ou de preneur à ferme, ou à colonat partiaire, étant rappelé que les candidats qui sont à la fois bailleurs et preneurs ne peuvent figurer que sur une seule liste ;
- ° Faire une déclaration de candidature.

Il est à relever qu'un même candidat éligible peut faire à la fois acte de candidature pour les fonctions d'assesseur et de membre élu de la commission départementale, sur deux déclarations distinctes.

Cette déclaration de candidature aux fonctions d'assesseurs des tribunaux paritaires (titulaire ou suppléant) ou de membres élus de la commission paritaire (titulaire ou suppléant) comporte les nom, prénoms, date et lieu de naissance, domicile et profession du candidat. Elle est adressée, dûment signée du candidat, au préfet dans un délai de huit jours à compter de la publication des listes électorales.

Un récépissé est délivré au déclarant.

La loi n'a pas inscrit de contrôle à priori de la recevabilité des candidatures.

Les noms des candidats sont affichés dans chaque mairie huit jours au moins avant la date du scrutin.

Les votes portant sur un bailleur ou un preneur n'ayant pas fait acte de candidature seront nuls.

D- Opérations de vote

La date du scrutin est fixée au jeudi 31 janvier 2002. (cf arrêté du Ministre de l'Agriculture et de la Pêche).

L'article L 442-3 du C.O.J prévoit que l'élection a lieu dans le mois qui suit la 1^{ère} publication des listes. Art. R 16 du code électoral.

Par ailleurs compte tenu des indications données dans le tableau précédent, les opérations de vote auront donc bien lieu dans les 30 jours qui suivront le 2 janvier 2002. Les électeurs étant convoqués à la mairie suffisamment tôt et au moins 8 jours à l'avance par voie d'affiche.

Cartes électorales

Une carte électorale est délivrée à tout électeur inscrit sur la liste électorale.

Dans chaque commune, les cartes électorales sont établies par le maire.

Elles doivent obligatoirement comporter :

- les nom, prénoms, date et lieu de naissance, domicile ou résidence de l'électeur ;
- s'il s'agit d'une personne morale, le nom et le siège social de la personne morale, les nom, prénoms, date et lieu de naissance, domicile ou résidence de son représentant ;
- le collège dont il relève ;
- le numéro d'inscription de l'électeur sur la liste ;
- l'indication du lieu du bureau de vote où il doit se présenter.

Elle doit être signée par l'électeur.

Les cartes électorales sont distribuées au domicile des électeurs ou au siège des personnes morales par les soins du maire.

Cette distribution doit être achevée en toute hypothèse trois jours avant le jour du scrutin.

Les cartes qui n'ont pu être remises à leur titulaire font retour à la mairie. Elles sont remises le jour du scrutin au bureau de vote intéressé et y sont tenues à la disposition de leur titulaire. Elles ne peuvent être remises aux électeurs que sur la vue de pièces d'identité ou après authentification de son identité par deux témoins inscrits sur la liste du même bureau de vote.

Bureau de vote

En ce qui concerne le bureau de vote, il est composé du maire ou d'un adjoint et de deux membres titulaires qui pourront être l'électeur le plus âgé et l'électeur le plus jeune pris parmi les présents lors de l'ouverture du scrutin et choisis de préférence, l'un parmi les bailleurs, l'autre parmi les preneurs. Deux membres suppléants peuvent être désignés afin que les membres titulaires ne soient pas dans l'obligation de siéger toute la durée du scrutin.

Sous réserve des précisions apportées aux parties II et III suivantes, les électeurs voteront séparément pour les candidats déclarés dans leur catégorie aux fonctions d'assesseurs ou de membres de la commission consultative.

Le bulletin de vote comportera les nom et prénoms des candidats, l'indication de l'élection dont il s'agit (assesseurs des tribunaux paritaires ou membres des commissions paritaires d'une part, titulaires ou suppléants d'autre part) et, si le candidat le souhaite, mention de l'organisation syndicale dont il dépend.

La majorité relative est seule requise (article L 442-3 du C.O.J).

Les élections sont organisées séparément pour les fonctions de titulaire et les fonctions de suppléant.

D'un point de vue pratique et pour chacun de ces votes (titulaire ou suppléant) chaque électeur ne dépose dans l'urne qu'une seule enveloppe comprenant soit deux bulletins sur lesquels ne figure qu'un seul nom, soit un bulletin qui comporte deux noms.

En conséquence toute enveloppe qui contiendrait un vote pour plus de deux candidats aurait vocation à être considéré comme nul.

Les résultats ainsi que les feuilles de dépouillement, les bulletins de vote et les enveloppes sont transmis au chef-lieu du département sur le champ, soit dans un délai qui ne peut en aucun cas excéder 36 heures à compter de la fin des opérations de dépouillement. Il est procédé à la vérification des opérations électorales par une commission présidée par le préfet ou son représentant assisté d'un magistrat désigné par le Premier Président de la Cour d'Appel et de 5 membres désignés par les organisations syndicales agricoles proportionnellement à leur importance (article L 442-3 du C.O.J).

Postérieurement au vote, après affichage des résultats en Préfecture, un arrêté préfectoral publiera, d'une part, la liste des assesseurs de tribunaux et d'autre part, celle des membres élus des commissions consultatives départementales en distinguant, entre « titulaire » et « suppléant ». A égalité de voix obtenues, l'élu est désigné au bénéfice de l'âge.

L'arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département et tous autres moyens de diffusion pourront être utilisés.

E- Contentieux

Le contentieux électoral éventuel relatif à ces élections relève de la compétence du tribunal administratif. Les contestations sont instruites et jugées comme en matière d'élections municipales (article L 442-3 dernier alinéa du C.O.J).

II – DISPOSITIONS PROPRES A L'ELECTION DES ASSESSEURS DES TRIBUNAUX PARITAIRES DE BAUX RURAUX

Les élections des assesseurs auront lieu dans tous les circonscriptions dotées d'un tribunal paritaire.

Dans les circonscriptions judiciaires où il n'existe pas deux sections (fermage et métayage) – on ne considérera que deux classifications : bailleurs d'une part, preneurs d'autre part. Ainsi les preneurs, fermiers ou métayers, votent pour les candidats preneurs que ceux-ci soient indifféremment fermiers ou métayers. De même, les bailleurs à ferme ou à métayage, votent pour les candidats bailleurs, que ceux-ci soient à ferme ou à métayage.

En ce cas, le nombre des assesseurs à élire par section, dans le ressort du tribunal paritaire, est de 4 (2 titulaires et 2 suppléants).

En ce qui concerne les DOM, les élections des assesseurs des tribunaux paritaires des baux ruraux ont lieu dans les mêmes conditions qu'en métropole.

III- DISPOSITIONS PROPRES A L'ELECTION DES MEMBRES DES COMMISSIONS CONSULTATIVES PARITAIRES DEPARTEMENTALES DES BAUX RURAUX.

La composition des commissions consultatives paritaires départementales des baux ruraux et l'élection des représentants des bailleurs et des preneurs relèvent des articles R 414-1 et suivants du code rural.

Les représentants des bailleurs non preneurs et des preneurs non bailleurs sont élus par arrondissement, à raison, pour chaque catégorie, de deux titulaires et de deux suppléants.

Si l'existence d'un colonat paritaire le rend nécessaire, il est créé par le Préfet deux sections égales : l'une pour les bailleurs et les preneurs à fermage, l'autre pour les bailleurs et les preneurs à colonat partiaire entre lesquelles les intéressés seront répartis.

Deux représentants titulaires et deux représentants suppléants seront élus pour chaque catégorie dans les deux sections mais ces sections seront convoquées séparément pour les affaires entrant dans leurs attributions.

Bien entendu, en cas d'inexistence de tribunal paritaire de baux ruraux, il ne sera procédé qu'à l'élection des membres de la commission dans le courant du mois où, dans les autres départements, seront élus les assesseurs (cf article R 414-3 du code rural).

Les frais d'impression des bulletins et d'envoi en mairie sont à la charge des candidats.

Pour les départements d'Outre mer les représentants des bailleurs et preneurs de la commission consultative des baux ruraux sont désignés par le Préfet (article R 461-1 à R 461-4 du code rural).

Cas de la région parisienne

L'attention est appelée sur les dispositions de l'article R 414-4 du code rural qui vise le cas de PARIS et les départements des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis et du Val de Marne.

Il est précisé notamment que si, dans l'un de ces départements, il ne peut être procédé à l'élection de représentants de bailleurs ou de preneurs (en raison de l'insuffisance numérique des parties en cause) des bailleurs et des preneurs pourront être désigné directement par le Préfet du département sur proposition des organisations de preneurs et de bailleurs les plus représentatives au point de vue national, parmi les preneurs et bailleurs de la circonscription et, à défaut, des circonscriptions voisines.

Les propositions des organisations comporteront un nombre de noms double de celui des sièges à pourvoir.

IV- PROPAGANDE ELECTORALE

La loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 (article 79) a prévu «qu'à compter des élections de 1995, la propagande relative aux élections des membres assesseurs des tribunaux paritaires des baux ruraux suit le même régime que celle afférente aux élections aux chambres d'agriculture ; toutefois l'Etat assume la charge des frais de propagande ».

Seules les élections des membres assesseurs aux tribunaux paritaires de baux ruraux sont concernées.

1- Circulaire

Chaque candidat ne peut faire imprimer et envoyer par la commission de propagande aux électeurs qu'une seule circulaire sur un feuillet de format 210 X 297 mm.

Une circulaire peut être commune à plusieurs candidats.

2- Bulletins de vote.

Chaque candidat ne peut faire imprimer un nombre de bulletins de vote supérieur de plus de 20 p. 100 au double du nombre des électeurs dont ce candidat sollicite les suffrages.

Les bulletins ont un format de :

- * 74 mm x 105 mm : pour le bulletin ne comportant qu'un seul nom de candidat
- * 105 mm x 148 mm : pour le bulletin commun comportant les noms de deux candidats

Les bulletins ne doivent pas comporter d'autres mentions que le lieu et la date de l'élection aux tribunaux paritaires des baux ruraux, le collège (bailleur ou preneur) le nom et le prénom du candidat et, le cas échéant, l'organisation syndicale ou professionnelle qui le présente.

3- Commission de propagande – composition:

Une commission de propagande dont la compétence s'étend au département est instituée par arrêté du préfet.

Elle est installée quatre semaines avant le jour du scrutin.

Elle comprend :

- un magistrat du siège de l'ordre judiciaire, désigné par le premier président de la cour d'appel, président ;
- un fonctionnaire désigné par le préfet ;
- un fonctionnaire désigné par le directeur de la Poste du département ;
- un représentant unique des bailleurs et un représentant unique des preneurs désignés par le préfet sur proposition chaque fois qu'il est possible des candidats ayant fait une déclaration de candidature ;
- le secrétariat est assuré par un fonctionnaire désigné par le préfet.

4- Attribution de la Commission de propagande – envoi des circulaires et bulletins de vote :

La commission de propagande reçoit du préfet les enveloppes nécessaires à l'expédition des circulaires et des bulletins de vote. Elle fait préparer le libellé de ces enveloppes.

Elle est chargée :

d'adresser au plus tard trois jours avant le scrutin dans une même enveloppe fermée une circulaire et un bulletin de vote de chaque candidat à tous les électeurs dont ce candidat sollicite les suffrages ;

d'envoyer au maire au plus tard trois jours avant le scrutin, les bulletins de vote de chaque candidat en nombre au moins égal à celui des électeurs inscrits.

Tout engagement de dépenses décidé par la commission de propagande en vue d'assurer les tâches qui lui sont confiées doit être préalablement approuvé par le préfet.

5- Choix de l'imprimeur

Chaque candidat fait connaître au président de la commission le nom de l'imprimeur choisi par lui.

Le président lui indique le nombre maximum de chaque catégorie qu'il est autorisé à faire imprimer, ainsi que les tarifs maxima d'impression fixés comme indiqué ci-dessous.

Le candidat doit remettre au président de la commission avant une date limite fixée par arrêté du préfet les exemplaires imprimés de la circulaire ainsi qu'une quantité de bulletins au moins égale au double du nombre des électeurs inscrits.

La commission n'est pas tenue d'assurer l'envoi des imprimés remis postérieurement à cette date.

Les circulaires et les bulletins dont le format, le libellé ou l'impression ne répondent pas aux prescriptions légales ou réglementaires ne sont pas acceptés par la commission.

6- Prise en charge des frais de propagande :

L'Etat assure la charge des dépenses provenant des opérations effectuées par les commissions de propagande, ainsi que le coût du papier, l'impression et l'envoi des bulletins de vote et circulaires des candidats pour les candidats ayant obtenu au moins 5 % des suffrages exprimés.

Il est remboursé sur présentation des pièces justificatives, aux candidats, le coût du papier et les frais d'impression réellement exposés, des circulaires et bulletins de vote.

Toutefois, la somme remboursée ne peut excéder celle résultant de l'application au nombre des imprimés admis à remboursement des tarifs fixés par arrêté du préfet après avis d'une commission départementale comprenant :

Le préfet ou son représentant, président ;

Le trésorier-payeur général ou son représentant ;

Le directeur départemental de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes ou son représentant ;

Un représentant des organisations professionnelles des imprimeurs désignés par le préfet.

En ce qui concerne l'impression, les tarifs ne peuvent s'appliquer qu'à des circulaires et bulletins de vote présentant les caractéristiques suivantes et excluant tous travaux de gravure (clichés, simili ou trait) : affiches de format 594 mm x 841 mm et affiches de format 297 mm x 420 mm. Circulaires et bulletins de vote sur papier blanc.

Les candidats devront conserver en vue de pouvoir les présenter ultérieurement, les pièces justificatives du coût du papier et des frais d'impression réellement exposés des circulaires et bulletins de vote dans les limites précédemment indiquées.

Des instructions complémentaires vous seront diffusées ultérieurement sur ce point.

DISPOSITIONS PRATIQUES

A- Vous voudrez bien me faire parvenir dès que possible un tableau récapitulatif sur le modèle de l'annexe 1 faisant apparaître par collège pour les tribunaux paritaires concernés et pour les arrondissements où ont été désignés les membres à voix délibérative des commissions départementales : le nombre des inscrits, des votants le pourcentage votant / inscrits, les suffrages exprimés, l'appartenance syndicale des élus.

Vous voudrez bien me faire parvenir également pour mon information, ampliation, au terme des opérations électorales :

- de l'arrêté de publication des assesseurs élus que vous prendrez,
- de l'arrêté fixant la nouvelle composition de la commission consultative paritaire départementale des baux ruraux.

B- Le budget du ministère de l'agriculture prend en charge, comme il l'a fait précédemment à l'occasion des élections des assesseurs des tribunaux paritaires de baux ruraux et des membres bailleurs et preneurs des commissions consultatives paritaires départementales des baux ruraux, les dépenses d'imprimerie (papier et impression) supportées par les préfetures en ce qui concerne l'organisation des opérations de vote : affiches, listes des électeurs, cartes d'électeurs, procès-verbaux des opérations électorales, procès verbaux du recensement général des votes.

Pour permettre le règlement dans l'exercice en cours des dépenses des préfetures résultant des dites élections, vous voudrez bien faire parvenir avant le **31 mai 2002 à la D E P S E Mission des Affaires Générales** toutes pièces justifiant les dépenses des préfetures s'attachant aux fournitures habituelles d'imprimé. Des instructions complémentaires vous seront diffusées ultérieurement sur les dépenses de propagande.

Le Directeur des exploitations
de la politique sociale et de l'emploi

Christian DUBREUIL

COMPTE-RENDU PREFECTORAL

DEPARTEMENT :

**ANNEXE 1
TABLEAU N° 1****ELECTIONS : RENOUELEMENT DES MEMBRES ASSESSEURS DES TRIBUNAUX PARITAIRES DES BAUX RURAUX
ANNEE 2002**

SIEGE DE TRIBUNAL D'INSTANCE	Inscrits	BAILLEURS				Inscrits	PRENEURS			
		Titulaires(T) et Suppléants(S)					Titulaires(T) et Suppléants(S)			
		Votants	% Vot. / Inscr.	% Suf. Expr.	Appart. Syndic. des élus		Votants	% Vot. / Inscr.	% Suf. Expr.	Appart. Syndic. des élus
		T					T			
		S					S			
		T					T			
		S					S			
		T					T			
		S					S			
		T					T			
		S					S			
		T					T			
		S					S			
		T					T			
		S					S			
		T					T			
		S					S			
		T					T			
		S					S			

Tableau à adresser dès que possible au Ministère de l'Agriculture –DEPSE – Bureau des Structures Agricoles – Fax : 01-49-55-48-24

COMPTE-RENDU PREFECTORAL

DEPARTEMENT :

**ANNEXE 1
TABLEAU N°2****ELECTIONS : RENOUELEMENT DES MEMBRES A VOIX DELIBERATIVE DES COMMISSIONS CONSULTATIVES
PARITAIRES DEPARTMENTALES DES BAUX RURAUX – ANNEE 2002**

ARRONDISSEMENT	Inscrits	BAILLEURS				Inscrits	PRENEURS			
		Titulaires(T) et Suppléants(S)					Titulaires(T) et Suppléants(S)			
		Votants	% Vot. / Inscr.	% Suf. Expr.	Appart. Syndic. des élus		Votants	% Vot. / Inscr.	% Suf. Expr.	Appart. Syndic. des élus
		T					T			
		S					S			
		T					T			
		S					S			
		T					T			
		S					S			
		T					T			
		S					S			
		T					T			
		S					S			
		T					T			
		S					S			
		T					T			
		S					S			
		T					T			
		S					S			

Tableau à adresser dès que possible au Ministère de l'Agriculture –DEPSE – Bureau des Structures Agricoles – Fax : 01-49-55-48-24